

# Passerelles Synthèse

*Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable*

Volume 11· Numéro 1, 21 Janvier 2010

<b>LIGNE DE FOND.....</b>	<b>1</b>
M. Lamy plaide pour le commerce et les droits de l'homme .....	1
OMC : Coton : Le C4 s'offusque et menace.....	2
<b>Nouvelles de l'OMC .....</b>	<b>3</b>
Doha : Après avoir fait le point des négociations, Lamy décline la feuille de route pour le bilan prévu à la fin du mois de mars .....	3
Un dédommagement de la Commission Européenne pour combler le manque à gagner des ACP que pourrait engendrer l'accord sur la banane .....	5
<b>NOUVELLES REGIONALES .....</b>	<b>7</b>
Accords de partenariat économique (APE) : le volet développement bouclé, les négociateurs mettent le focus sur l'accès au marché pour une conclusion probable en 2010.....	7
Intégration : Libre circulation dans l'UEMOA : Ouaga, Bamako et Dakar s'accordent à en faire une réalité.....	8
<b>Evénements .....</b>	<b>9</b>
<b>Publications .....</b>	<b>10</b>

*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE ©* est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

## LIGNE DE FOND

### M. Lamy plaide pour le commerce et les droits de l'homme

Les droits de l'homme et le système commercial multilatéral ont évolué en vase clos. Les deux communautés se méfient l'une de l'autre. Pourtant, "les droits de l'homme et les règles commerciales, y compris celles de l'OMC, reposent sur les mêmes valeurs: liberté et responsabilités individuelles, non discrimination, primauté du droit et bien-être par une coopération pacifique entre les individus" a constaté le DG de l'OMC lors d'un colloque sur les droits de l'homme dans l'économie mondiale, tenu à Genève le 13 janvier 2010. Cette rencontre organisée par le Conseil international sur les politiques des droits humains et Realizing rights, s'est particulièrement intéressée au « partage des responsabilités et une plus grande cohérence: droits humains, commerce et politique macroéconomique ».

Les participants avaient à analyser et aborder plus efficacement les défis des droits humains en relation avec les politiques macroéconomiques globales auxquels sont confrontés les pays du monde entier.

Comme il a été précisé, ces deux secteurs ont évolué sans que les défenseurs des droits de l'homme ne s'intéressent sur la façon dont la politique commerciale peut influencer sur leurs actions, tout comme les responsables de la politique commerciale internationale ont développé leurs démarches sans une entière prise en compte des droits humains. Peu de spécialistes s'intéressaient aux liens que pourraient avoir ces deux domaines. C'est à la fin des années 1990 que les analyses ont commencé à se pencher sur l'influence des règles multilatérales du commerce sur la pleine jouissance des droits de l'homme. Les

militants des droits de l'homme considèrent que l'OMC est au service des multinationales et qu'elle pousse les « peuples » à abdiquer, légalement et définitivement, de leur souveraineté au profit de celles-ci.

En 1998 une coalition de groupes s'intéressant aux droits de l'homme au travail et à l'environnement ont médiatisé le fait que les négociations portant sur un accord multilatéral sur l'investissement (AMI) au sein de l'OCDE essaient de donner la priorité aux droits des investisseurs étrangers (généralement de grandes entreprises) au détriment de l'intérêt public tels que la santé et la sécurité des travailleurs ou la protection de l'environnement. De telles négociations ont été suspendues au début de l'année 1998 suite aux critiques de la société civile et des mouvements de protestation qui ont mobilisé l'opinion publique contre le projet de l'Accord AMI. Quelques mois plus tard, plusieurs pays, dont le Canada et les membres de l'Union européenne, ont suggéré l'Organisation mondiale du commerce (OMC) comme l'instance appropriée pour adopter des règles multilatérales sur l'investissement.

Aujourd'hui, les impacts considérables de la crise économique et financière ont souligné l'importance d'aller au delà des prescriptions politiques établies et des pratiques institutionnelles dans la création de politiques économiques.

C'est ainsi que Lamy considère que sur certains points le respect des droits de l'homme est capital pour le système commercial multilatéral, aussi souligne-t-il, la vocation première de l'OMC est de réglementer et non de déréglementer le commerce et, aussi souvent, la pensée. En mettant en place des règles pour réglementer les flux commerciaux et supprimer les distorsions commerciales, l'OMC vise à créer un jeu équitable au niveau mondial, où l'équité est la règle et où les droits des membres individuels sont sauvegardés.

### **La bonne gouvernance et la transparence sont essentielles pour le commerce.**

La question centrale est celle de savoir quel est le rôle des droits de l'homme dans le commerce? Selon Mr Lamy, les droits civils et politiques sont un ingrédient essentiel de la bonne gouvernance,

ils permettent un bon déroulement des relations commerciales. La liberté d'expression, par exemple, apporte de la transparence, l'un des principes fondamentaux du système commercial mondial.

### **Les mesures commerciales sont utilisées pour promouvoir les droits de l'homme.**

Les mesures commerciales sont l'instrument le plus couramment utilisé dans les pays développés à faire pression sur des États violant les droits humains. Certaines préférences ne sont accordées que lorsque les droits de l'homme sont respectés.

### **Le «consensus de Genève» pour une redistribution des richesses**

Selon Lamy, la libéralisation du commerce peut entraîner des coûts sociaux. Pour être réussie, l'ouverture des marchés exige dès lors de solides politiques sociales de redistribution des richesses ou de fournir des garanties aux hommes et aux femmes dont les conditions de vie ont été perturbées par l'évolution des règles commerciales et la structure des échanges.

C'est cela que le DG de l'OMC appelle le «consensus de Genève», selon lequel l'ouverture des marchés est nécessaire à notre bien-être collectif, mais ne suffit pas en soi.

Elle ne suffit pas, à moins d'avoir de solides filets de sécurité pour aider à corriger les déséquilibres entre les gagnants et des perdants au niveau national. ...

---

### **OMC : Coton : Le C4 s'offusque et menace**

Les pays africains qui sont regroupés au sein du C4 avaient menacé avant la conférence ministérielle de bloquer les négociations sur le cycle de Doha si leurs préoccupations relatives au coton n'étaient pas prises en compte.

A la fin des travaux, tout le monde a constaté que malgré les déclarations d'intention, rien de concret n'a filtré de cette conférence. Cela a incité le C4 à envisager «l'utilisation des outils juridiques à sa disposition à l'OMC au cas où une solution ne serait pas trouvée».

En effet, depuis 2003, les subventions au coton occupent une place prépondérante dans les négociations du Cycle de Doha, avec un groupe de quatre pays africains qui déclarent que leurs recettes agricoles et leurs recettes à l'exportation ont été durement touchées par les effets des paiements généreux versés par les États-Unis à leurs producteurs de coton politiquement influents. Les membres de l'OMC ont convenu en principe d'abaissements spéciaux des subventions et des tarifs pour le coton, dans le cadre d'un Accord sur l'agriculture dans le Cycle de Doha.

Toutefois, un accord de Doha reste lointain, et les États-Unis n'ont pas réformé leurs pratiques en matière de subventions au coton, ont déclaré aux journalistes, lors de la conférence ministérielle de l'OMC, les Ministres du Burkina Faso, du Mali, du Bénin et du Tchad.

Mamadou Sanou, Ministre du commerce du Burkina Faso, a évoqué la possibilité de traduire Washington devant le règlement des différends à l'OMC, si les États-Unis ne modifiaient pas leurs politiques. « Nous ne serons pas en mesure d'attendre éternellement, » a-t-il déclaré, en avertissant que le secteur du coton était en danger de « disparition. »

Ce n'est pas la première fois que ces pays menacent d'intenter une action. Le Brésil a déjà eu gain de cause dans un différend à l'OMC contre les subventions américaines au coton.

Ahmadou Abdoulaye Diallo, Ministre du commerce et de l'industrie du Mali, a souligné qu'ils préféreraient éviter un différend. « [Le règlement des différends à l'OMC] est notre bouton nucléaire, » a-t-il déclaré. « Nous en disposons, mais nous ne souhaitons pas nous en servir. »

Cependant, comme l'ont souligné certains délégués, le C4 a montré toute sa volonté de négocier mais "ce combat a trop duré". Il est aussi empreint de déception. En effet, après avoir rencontré dernièrement à Nairobi (Kenya) le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, ces pays africains pensaient que les États-Unis avaient enfin compris le problème des cotonculteurs en Afrique et la gravité de leur situation, mais aucun signal positif n'a été envoyé.

Le C4 a le sentiment que la question du coton est devenue le parent pauvre des négociations du cycle de Doha de libéralisation des échanges, au

point de n'avoir fait l'objet d'aucune discussion sérieuse depuis bien longtemps, cela au grand dam des producteurs africains pour lesquels le coton représente en moyenne 7% du produit intérieur brut (PIB). Ces pays réclament une baisse drastique de toutes les subventions américaines à leur filière de coton, qui plombent, selon eux, les cours mondiaux et étouffent le secteur dans les pays pauvres. Selon M. Sanou, Washington débourse quelque 3 milliards de dollars par an pour ses cotonniers.

Pendant ce temps le Brésil semble se satisfaire du comportement des États-Unis.

En effet, le Brésil a remercié les États-Unis pour leur réponse à sa lettre du 25 septembre 2009 dans laquelle il demandait certaines données nécessaires pour actualiser la valeur des contre-mesures qu'il était autorisé à prendre. Il a informé l'ORD que, sur la base des données complètes relatives à l'exercice budgétaire 2008 et à l'année civile 2008, le montant total des contre-mesures autorisées serait de 829,3 millions de dollars EU. Le Brésil a aussi indiqué que, sur la base de la même période, le seuil au-dessus duquel il avait le droit de prendre des contre-mesures dans d'autres secteurs et au titre d'autres accords hormis le commerce des marchandises s'élèverait à 561 millions de dollars EU.

## NOUVELLES DE L'OMC

### **Doha : Après avoir fait le point des négociations, Lamy décline la feuille de route pour le bilan prévu à la fin du mois de mars**

Les membres de l'OMC ont décidé à la suite de la conférence ministérielle de novembre – décembre 09 de faire le bilan du cycle de Doha en mars 2010 pour ensuite envisager de conclure le cycle avant la fin de l'année.

Il appartient dès lors aux hauts fonctionnaires de déterminer la marche à suivre pour atteindre ce but.

## Agriculture

L'étape 1 sur le travail relatif aux modèles a progressé vers des résultats initiaux, certaines des questions en suspens ayant été traitées dans la semaine du 7 décembre; et les délégations commencent à examiner l'étape 2 consistant à établir les projets de modèles. Le processus de vérification de certaines données de base a débuté parallèlement. En ce qui concerne les modalités, le Président a tenu des consultations sur les travaux techniques menés sur le MSS et la simplification tarifaire. Il compte poursuivre les travaux sur les modèles au cours de la deuxième quinzaine de janvier et reprendre les consultations, sous diverses formes, concernant les questions qui sont entre crochets ou autrement annotées dans la version actuelle du projet de modalités au cours des deux premières semaines de février et de mars.

## Nama

Il y a eu à partir du 7 décembre une semaine de l'AMNA. La clarification de certaines des questions concernant les textes sur les obstacles non tarifaires (ONT) en cours d'examen a avancé. Les travaux sur ce point sont ciblés et détaillés. La prochaine semaine de l'AMNA est prévue pour le début de février et l'examen des textes sur les ONT reprendra alors. Le Président a demandé aux délégations de présenter des contributions spécifiques pour le 20 janvier.

## Services

Au sujet des services, au début de cette semaine, le Président a tenu une réunion "enchilada" avec les hauts fonctionnaires, au cours de laquelle il y a eu un engagement réel sur un certain nombre de questions touchant les services. Concernant la réglementation intérieure, les négociations fondées sur des textes continuent, avec l'achèvement d'un examen détaillé des chapitres du texte du Président, notamment l'examen d'une nouvelle proposition présentée par plusieurs Membres. Pendant la deuxième quinzaine de janvier, la Session extraordinaire sera convoquée en réunion informelle ouverte afin d'examiner un projet de propositions attendu sur un texte de dérogation concernant la mise en œuvre des modalités pour les PMA.

## ADPIC

Sur les deux questions qui sont les plus saillantes dans les négociations dans ce domaine, à savoir la relation entre les ADPIC et la CDB et l'extension de la protection des indications géographiques prévue à l'article 23, le groupe de négociation, selon Lamy, continue d'examiner les groupes thématiques de questions posées par les Membres. Ce processus portait sur l'approche contractuelle de la gestion de l'accès et du partage des avantages, par opposition à l'utilisation d'un mécanisme de divulgation dans le cadre du système des brevets. Une discussion a ensuite eu lieu sur les questions transfrontières relatives à la surveillance et au contrôle de l'exécution des obligations en matière d'accès et de partage des avantages dans les juridictions étrangères. Les délégations ont également examiné les coûts et les avantages éventuels d'une obligation de divulgation; leurs points de vue divergent sur la question de savoir si cela nécessiterait des ressources ou une formation supplémentaire de la part des offices des brevets et sur l'incidence qui en résulterait pour les déposants de demandes de brevets.

À propos de la manière de gérer les travaux de l'OMC sur les questions relatives aux ressources génétiques, par rapport aux travaux menés parallèlement par le Comité intergouvernemental de l'OMPI et la CDB sur un régime multilatéral, les délégués ont eu des échanges de vues sur l'interaction entre ces processus, les questions de chronologie qui se posaient et des aspects techniques comme la définition des principaux termes.

L'examen de l'extension des indications géographiques a porté sur la différence entre la protection des IG au titre des articles 22 et 23, l'importance du problème soulevé par les partisans de l'extension, les effets que celle-ci pourrait avoir sur le marché, en particulier dans les pays tiers et la portée de l'extension proposée, y compris l'application continue des exceptions prévues à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC.

Le dernier examen a porté sur la question de savoir si l'expérience acquise précédemment dans le domaine des vins et des spiritueux qui

bénéficient d'une meilleure protection pouvait permettre de mieux comprendre ce que seraient les effets probables d'une extension de cette protection à tous les produits. Des préoccupations particulières ont été exprimées au sujet de l'effet de l'extension sur les marchés des pays tiers et, en particulier, même si un producteur existant pouvait continuer à utiliser un terme sur un marché national, la question de savoir dans quelle mesure les possibilités d'exportation existantes seraient restreintes en raison de l'extension des indications géographiques.

### **Mars 2010 pour le bilan de Doha**

« Les Ministres ont réaffirmé la nécessité de conclure le cycle d'ici 2010 et de dresser l'état des lieux au cours du premier trimestre de l'année prochaine, » avait déclaré le Président de la Conférence, le Ministre chilien des finances, Andrés Velasco, dans son résumé des trois jours de discussions. Il avait fait état d'une « forte convergence sur l'importance que revêtent le commerce et le Cycle de Doha pour la reprise économique et l'allègement de la pauvreté dans les pays en développement. » On ne voit pas clairement à quoi ressemblerait cet état des lieux, ce qu'il tenterait de réaliser et s'il impliquerait les Ministres. Il pourrait aller d'une tentative complète visant des accords sur les 'modalités' – formules et chiffres pour les abaissements de droits tarifaires et de subventions, une condition préalable requise pour un accord de Doha complet – à une reconnaissance tranquille de l'impossibilité d'atteindre la cible de fin 2010, en passant par un examen plus discret de l'état des discussions. Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a déclaré que cet état des lieux serait nécessaire pour mesurer si la conclusion du Cycle en 2010 « est faisable ou non ».

La Commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel avait appelé les membres à conclure des accords cadres sur les 'modalités' durant le premier trimestre de l'année prochaine. Mais il faudrait, comme l'a précisé le représentant américain au commerce Kirk, éviter de convoquer une réunion juste pour la convoquer, le diplomate américain a laissé entendre que « la pire chose que nous puissions faire c'est de convoquer une réunion à la seule fin de la convoquer » comme en juillet 2008 et durant les années précédentes.

### **Lamy décline la Feuille de route qui doit mener vers ce bilan**

Pour pouvoir faire un bilan à la fin du mois de mars, un ensemble d'éléments seront nécessaires selon Mr Lamy :

Premièrement : l'intensification des réunions bilatérales, trilatérales et quadrilatérales dès que possible en 2010 de façon à en partager rapidement les fruits avec les autres Membres et à alimenter le processus multilatéral.

Deuxièmement, tous les Présidents des Groupes de négociation doivent programmer des activités à partir de la fin janvier et jusqu'à la fin mars.

Troisièmement, les hauts fonctionnaires doivent continuer à se réunir à Genève, pendant la semaine du 15 février et à nouveau pendant celle du 22 mars.

Quatrièmement, la dernière semaine de mars devrait être consacrée à un bilan. En l'état actuel des choses, il faut selon Lamy, laisser ouverts le cadre général et le contenu exact du bilan, sans oublier qu'à ce stade l'objectif d'un tel exercice est de déterminer si l'échéance de 2010 reste atteignable.

---

### **Un dédommagement de la Commission Européenne pour combler le manque à gagner des ACP que pourrait engendrer l'accord sur la banane**

L'un des plus anciens contentieux du commerce international vient de connaître un épilogue. Cette guerre qui a duré plusieurs années et qui mettait aux prises l'UE et les principaux pays producteurs de l'Amérique Latine et d'Asie a fait l'objet d'un accord entre les parties.

En marge de la Conférence ministérielle de l'OMC, les prémisses d'un accord se dessinaient. En effet à la suite de discussions intenses entre les pays concernés, un accord fût trouvé. Avant

même la fin de la conférence, des diplomates déclaraient que "tout le monde est finalement prêt et l'accord devrait être soumis à signature..

Cet accord signé le 15 décembre à Genève met un terme à une guerre qui dure depuis 1991. Ainsi, il est mis fin aux réclamations portées par les pays exportateurs de banane d'Amérique latine contre le régime préférentiel accordé aux producteurs des pays ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique). L'Union européenne s'engage à réduire les tarifs douaniers appliqués aux importations de bananes des pays hors-ACP, de 176 dollars la tonne (120 euros) à 148 dollars dans un premier temps, puis 114 dollars en 2016. En contrepartie, les producteurs latino-américains acceptent d'abandonner leur recours devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les pays ACP les plus pauvres, pour l'essentiel d'anciennes colonies européennes, recevront environ 200 millions d'euros à titre de compensation, précise-t-on de source diplomatique.

L'accord est censé conduire à une baisse des prix des bananes sur les étals en accentuant la concurrence entre producteurs. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a salué cet accord en estimant qu'il pourrait "stimuler" le système commercial international. Il devrait en outre rapidement permettre au consommateur européen de payer moins cher son kilo de bananes.

### Les préférences des ACP remises en cause...

Avec l'introduction du marché unique européen en 1993, Bruxelles avait mis en place un régime préférentiel pour les importations de bananes en provenance des pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP), permettant à ces derniers - pour la plupart d'anciennes colonies européennes - d'accéder au marché européen sans droits de douane. S'en sont suivies de nombreuses plaintes des pays latino-américains, avec plusieurs condamnations de l'Union européenne à la clef. Aujourd'hui le compromis décroché prévoit un abaissement progressif des droits de douane sur les "bananes-dollars" : de 176 euros la tonne actuellement, ils passeront à 114 euros la tonne d'ici à 2017, avec un premier palier de 148 euros, attendu sous peu. En échange... les Etats-Unis dont les trois

multinationales Chiquita, Dole et Del Monte contrôlent quasiment 100% de la production bananière latino-américaine, "ont accepté de mettre fin à leur conflit avec l'Union européenne".

### .... Pour 200 millions d'euros de dédommagement

Cette remise en cause des préférences commerciales dont bénéficiaient les ACP est très inquiétante, elle pourrait présenter des conséquences néfastes au niveau de la production et de l'accès au marché. «La pilule est amère pour les pays ACP». Pour combler ce manque à gagner, la Commission européenne prévoit de les dédommager avec une enveloppe de 200 millions d'euros à la place des 500 millions demandés par les ACP. Cette enveloppe devrait servir à une capacitation de ses producteurs pour faire face à la concurrence. Eux qui exportent un peu plus de 900.000 tonnes de bananes vers l'Union européenne chaque année vont devoir faire face à des organisations surpuissantes qui exportent sur le Vieux continent près de 4 millions de tonnes. Parmi eux, les plus petits pays producteurs comme la Jamaïque ou le Surinam pourraient voir leur production bananière purement et simplement disparaître, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, et peut être le Ghana, se maintenant avec difficultés.

En tout état de cause, la concurrence risque d'être lourde. Et le manque à gagner serait certainement plus énorme qu'on ne le mesure maintenant parce que les coups de productions sont fortement différents. Et le niveau des salaires est illustratif à en croire le représentant des planteurs antillais Eric de Lucy qui souligne que "*Les salaires que nous versons sont 15 à 18 fois supérieurs à ceux qui sont versés en Amérique latine par les entreprises américaines. Un ouvrier martiniquais est rémunéré environ 100 dollars par jour (70 euros), un ouvrier équatorien 100 dollars par mois*". "*Pascal Lamy a clairement donné des avantages excessifs aux pays qui pratiquent de bas salaires et des conditions sociales et environnementales très discutables... Le marché européen de la banane, le premier du monde, a été juste remis entre les mains des entreprises américaines !*" accuse – t – il. Loin de se lasser et de s'avouer impuissant, les producteurs européens, comptent maintenant ouvrir des discussions pour exiger ... des compensations financières.



Chiquita, Dole et Del Monte représentent 100% du marché nord-américain (5 millions de tonnes), 100% du marché russe (1 million de tonnes) et 80% du marché européen (6 millions de tonnes). Dans les colonnes du Wall Street Journal, un représentant de Chiquita expliquait que chaque baisse de 10 euros des droits de douanes européens pourrait rapporter 112 millions de dollars à l'entreprise.

*Sources : Source Les Echos, note ENDA*

## NOUVELLES REGIOANLES

### **Accords de partenariat économique (APE) : le volet développement bouclé, les négociateurs mettent le focus sur l'accès au marché pour une conclusion probable en 2010.**

La négociation de l'APE entre la CE et les régions africaines n'a pas connu une évolution uniforme en 2009. Certaines régions ont connu une intensification des négociations pour conclure l'accord avant la fin de l'année. Aucune des régions africaines n'a cependant atteint ce résultat, même si des avancées notables ont été observées dans de nombreux domaines, en particulier sur le volet développement dont la finalisation est devenue pour presque toutes les régions une condition sine qua non de la signature de l'APE, le règlement des différends, les dispositions institutionnelles, les mesures de sauvegardes et quelques autres questions d'importance plus ou moins forte.

Mais toutes les régions qui s'étaient hasardées à fixer des délais avec la CE ont échoué à les respecter. La plus emblématique est certainement l'Afrique de l'Ouest qui, au cours de la même année, a tenté à deux reprises de conclure les négociations sans succès. La première date butoir était celle de juin 2009, librement fixée par l'Afrique de l'Ouest depuis décembre 2008, pour la signature d'un « APE complet, porteur de développement et mutuellement avantageux. » A cette date, les négociateurs des deux parties n'ont pu que constater l'étendue de leur écart et en conséquence, l'impossibilité de conclure l'accord.

Un nouveau chronogramme a été cependant fixé lors de la réunion des négociateurs en chef tenue à Bruxelles le 19 juin 2009. Ces derniers y ont indiqué leur volonté de conclure un APE partiel, portant sur le volet développement et l'accès au marché uniquement au plus tard en octobre 2009, réduisant ainsi très significativement leur ambition pour un APE complet.

Mais en octobre, au regard des nombreux et importants points de divergences (accès au marché, clause NPF, clause de non exécution, clause de révision, prélèvements communautaires, subventions européennes entre autres), les deux parties ont reconnu qu'elles n'étaient techniquement pas en mesure de conclure un APE, même partiel. La décision a été donc prise de poursuivre et d'intensifier les discussions pour rapprocher les positions, en particulier sur l'accès au marché et le volet développement de l'Accord, sans qu'un nouveau délai ne soit fixé, certainement pour éviter un échec de plus. Les négociateurs ont simplement convenu de travailler davantage pour tenter de finaliser les négociations en 2010.

La nouvelle approche a été cependant partiellement payante. La CE a réussi à pousser l'Afrique de l'Ouest à augmenter significativement son offre d'accès au marché qui est passée de 60% d'ouverture en février 2009 à Dakar à 66.4% en octobre à Abidjan, avec même un engagement de l'Afrique de l'Ouest à envisager de porter prochainement l'offre à 70%. Parallèlement, les négociations sur la partie IV du texte de l'accord portant sur le volet développement ont été achevées, donnant ainsi un accord sur le cadre juridique du financement du programme de l'APE pour le développement (PAPED) élaboré par l'Afrique de l'Ouest pour un coût initial de 9.5 Milliards d'euros sur cinq ans, compte non tenu de la compensation des pertes fiscales nettes.

Le consensus porte notamment sur l'engagement de la part de la CE et de ses États membres à mobiliser le financement nécessaire à la mise en œuvre du volet développement de l'APE ainsi qu'à chercher des sources de financement complémentaires au niveau d'autres bailleurs de fond ; sur l'engagement à créer de nouveaux mécanismes de financement si l'Accord de Cotonou venait à expirer ; et l'engagement, à travers le Conseil conjoint de l'APE, à rechercher des synergies entre le rythme de mise en œuvre

des engagements en matière de libéralisation pris par l'Afrique de l'Ouest et les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de l'APE pour le développement (PAPE), notamment par rapport à la mobilisation de ressources financières et l'amélioration de la compétitivité et des capacités de production de la région.

Contrairement à l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale (AC) a connu très peu d'avancées dans les négociations en 2009. La plupart des réunions de négociations prévues ont été annulées du fait, entre autres, de l'indisponibilité de nombreux fonctionnaires de la CEMAC pris dans les changements institutionnelles dans lesquels la Commission s'est lancée mais aussi l'indisponibilité de certains Etats à causes des élections (Gabon, Guinée Equatoriale, Congo). Les divergences sont donc restées les mêmes sur des points tels que l'accès au marché (une offre de 71% rejetée par la CE), la clause NPF, la clause de non exécution, les taxes régionales et le financement des mesures d'accompagnement.

Pour la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), les négociations ont aussi connu de faibles avancées, la région ayant consacré une partie importante de son temps et ses ressources à accélérer la construction de son marché commun régional. Les divergences avec la CE portent encore sur la clause NPF, le financement du volet développement et les taxes à l'exportation. Ce groupe comprend le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda. Il y a des questions en suspend qui doivent être résolues avant la signature de l'APE cadre CAE-UE déjà paraphé (l'utilisation des mesures de sauvegarde et des taxes à l'exportation ainsi que les clauses NPF). Le commerce des services reste aussi une question non résolue qui freine l'avancement des négociations vers un APE CAE-UE complet. La région CAE recherche d'abord un régime commun sur les services avant d'entamer des négociations avec l'UE dans ce domaine.

Pour l'Afrique orientale et Australe (AFOA), après la signature d'accords intérimaires par quatre pays de la région, les négociations se sont poursuivies pour arriver à un accord régional. Cependant, à cause de la diversité des situations politiques et économiques de la région, les discussions avancent difficilement et il est peu probable que tous les pays adhèrent à un schéma unique. Le président

du groupe d'Afrique orientale et australe (AFOA), le ministre zambien au commerce Felix Mutati, a visité récemment les différents pays de la région afin d'identifier les difficultés et de tenter de réduire les différences entre les pays qui n'ont pas encore signé l'APE intérimaire avec l'UE. Comme pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique orientale et australe a fait du volet développement une priorité qui devrait lui permettre de résoudre les contraintes liées à l'offre pour tirer profit de l'APE.

Pour la SADC en fin, depuis la signature d'un accord intérimaire par quatre pays membres (Botswana, Lesotho, Swaziland, Mozambique (BLSM)), la région a travaillé d'arrache-pied pour tenter de minimiser l'effet de cette division sur l'intégration régionale. Des représentants de haut niveau de la SADC se sont réunis récemment en novembre pour faire le point sur le degré de mise en œuvre des accords intérimaires signés et tenter d'harmoniser leurs positions sur les questions encore en suspens dont une partie constitue l'une des raisons de la non signature de l'accord par les trois pays restants (Afrique du Sud, Namibie, Angola). Ces questions portent notamment sur la clause NPF, la définition des parties, les mesures de sauvegarde dans le secteur agricole et à l'inclusion des services et de l'investissement. Diverses questions sensibles ont été abordées, relatives à la notification de l'APE intérimaire à l'OMC et à l'application provisoire de l'accord, ainsi qu'au traitement qui sera accordé à la Namibie, qui est mentionnée au titre des parties à l'accord mais ne l'a pas signé.

---

### **Intégration : Libre circulation dans l'UEMOA : Ouaga, Bamako et Dakar s'accordent à en faire une réalité**

Les Ministres chargés des Infrastructures et des Transports du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal, réunis à Ouagadougou les 11 et 12 janvier 2010, se sont accordés sur «la mise en place d'un corridor Ouagadougou-Bamako-Dakar en intégrant les infrastructures ferroviaires, routières et fluviales et en supprimant toutes les barrières administratives et réglementaires afin d'assurer



une libre circulation des personnes et des biens le long de ce Corridor et de franchir une étape importante dans la réalisation du corridor Dakar – Djibouti».

Ce faisant, un comité de gestion du corridor dénommé comité unique inter-états du projet de Corridor Ouagadougou–Bamako–Dakar sera mis en place. Le comité a pour mission la coordination, au niveau national et entre les trois pays, des activités de conception, de construction, de réhabilitation, de réalisation et de financement des infrastructures, la mise en œuvre et le suivi des actions de facilitation du transport et du transit routier et /ou ferroviaire le long du corridor.

Le comité unique inter-états a en charge l'identification des entraves et freins à la libre circulation des personnes et des biens le long du Corridor, notamment celles relatives aux aspects réglementaires et administratifs et à l'insuffisance des infrastructures, la conduite de toutes les actions destinées à la mise en place du cadre légal, juridique, administratif et institutionnel en vue de la réalisation du projet.

Il va aussi se charger de l'établissement d'une feuille de route, d'un plan d'actions ainsi que du calendrier d'exécution des différentes phases du projet, la mise en cohérence des actions afférentes à la mise en œuvre de la stratégie, des options et recommandations retenues pour la réalisation du projet, l'identification et la sélection des partenaires ainsi que la mise en place des financements et la coordination de l'ensemble des interventions relatives à la réalisation du projet, et la mise à niveau et l'intégration des infrastructures existantes et à réaliser (ports maritimes, ports fluviaux, ports secs, chemins de fer, routes et gares routières).

Les ministres ont précisé que cet accord est la concrétisation des volontés affichées des Chefs d'Etat sénégalais, malien et burkinabé.

Cette option de ces pays doit venir renforcer la volonté de toute la région de réussir une intégration qui passe impérativement par la libre circulation des biens et des personnes. En effet, ce problème constitue l'épine dorsale de l'intégration et des échanges intra régionaux. Malgré la forte

volonté des pays de la sous région d'éliminer l'essentiel des entraves au commerce, on remarque que les tracasseries restent encore une sérieuse difficulté et constitue un goulot d'étranglement des relations commerciales dans la sous région qui est de l'ordre de 10%. Entre autres obstacles on peut citer :

- le défaut d'application des différents engagements pris par les Etats,
- l'absence ou la défectuosité des infrastructures,
- Des tarifs douaniers relativement élevés,
- le nombre limité de produits et de services,
- La marginalisation du rôle du secteur privé informel.

La balle est donc dans le camps des autorités de la région qui doivent aller au-delà des accords entre 3 ou états pour aller vers une véritable intégration régionale qui passera forcément par la libre circulation des personnes et des biens.

**Sources : Notes Enda, Kanal150**

## EVENEMENTS

**19 janvier**, OMC, Genève ; Organe de règlement des différends. [www.wto.org](http://www.wto.org)

**22 janvier**, OMC, Genève, organe d'examen des politiques commerciales. [www.wto.org](http://www.wto.org)

**1 – 5 février**, OMC, Genève, groupes de travail de l'AGCS. [www.wto.org](http://www.wto.org)

### Hors OMC

**19-20 – Janvier**, Washington, DC, USA, "Evolving Agricultural Policies in a Changing World", conférence de l'OCDE organisée avec l'USDA. [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

**25 Janvier**, Bercy, Paris, Forum économique Amérique Latine et Caraïbe, organisée par le Centre de développement, avec la Banque Interaméricaine de Développement et le gouvernement français. [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

**27-31 janvier**, Davos, Suisse, Forum économique mondial, [www.weforum.org](http://www.weforum.org)

## PUBLICATIONS

**Alfredo Suarez ; Intégration régionale : Evolution d'un concept.**

L'intégration régionale est une thématique centrale dans l'économie mondiale contemporaine. Effective tant sur le plan financier que productif et technologique, elle présente désormais des groupements de pays n'ayant pas le même niveau de développement. Renouvelant les problématiques de réflexion de cette régionalisation de la mondialisation, cet ouvrage présente les évolutions de la pensée économique en matière d'intégration régionale, ainsi que les particularités et défis futurs de cette dernière. Il s'appuie pour cela sur de nombreux exemples concrets.

Unique ouvrage récent sur le sujet, ce manuel est un outil de réflexion et de travail essentiel s'adressant plus particulièrement aux étudiants en géographie, économie, sciences politiques et commerce international, ainsi qu'aux candidats aux concours de la fonction publique. **Edition : Hachette Supérieur Collection : Les Fondamentaux 158 pages - Parution : 08/2009**

**CNUCED, Rapport 2009 sur les pays les moins avancés**

Il présente un bilan de la situation économique des 49 « pays les moins avancés », dont la grande majorité se situe en Afrique subsaharienne. D'après le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*, la crise économique mondiale devrait avoir, dans les pays les moins avancés (PMA), des conséquences telles qu'il ne sera plus possible « de faire comme avant ». [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

**CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2009 : Sociétés transnationales, production agricole et développement**

Ce rapport sur l'investissement dans le monde est le dix-neuvième (19<sup>ième</sup>) de cette série. Cette

publication en langue anglaise, consacrée dans sa nouvelle édition à l'étude du développement des IDE et des STN, a pour thème central « Sociétés transnationales, production agricole et développement ». Au total, une étude exhaustive et enrichissante pour améliorer la compréhension d'enjeux essentiels à l'échelle mondiale. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

**FAO, Situation des marchés de produits agricoles 2009, (La). Flambée des prix et crise alimentaire : expériences et enseignement**

Cette édition de La situation des marchés des produits agricoles examine la nature et les motifs de cette flambée des prix sur les marchés internationaux entre juin 2006 et juin 2008 ainsi que les enseignements (notamment en matière de politiques) qui peuvent en être tirés. Le rapport étudie dans quelle mesure les nouvelles "explications" permettent de comprendre l'inflation soudaine des prix des denrées alimentaires et le rôle des contraintes traditionnelles des marchés. [www.fao.org](http://www.fao.org)

**FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2009**

Il présente les dernières statistiques sur la sous-alimentation à l'échelle mondiale, parvenant à la conclusion que des problèmes structurels de sous-investissement ont empêché de progresser vers l'accomplissement de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et du premier des Objectifs du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim. [www.fao.org](http://www.fao.org)

**Jean-Philippe Pierron, Penser le développement durable.** Notre culture fait retour sur sa situation historique, avec une rare intensité. Elle y découvre une répartition très inégale des richesses à l'échelle planétaire intrinsèquement liée à une dégradation de la biosphère. L'intensité des débats qui animent les enjeux du développement durable le manifeste. En effet, il ambitionne de répliquer à la globalisation technicienne et à la mondialisation économique. Il promeut une humanisation sociale et politique des biens communs mondiaux, permettant aux hommes, conscients d'être solidaires de tous les vivants, d'habiter la terre durablement. **Editeur : Ellipses Collection : Penser 240 pages - Parution : 12/2009,**

**OMC, Rapport sur le commerce mondial 2009 ;**

Les engagements en matière de politique commerciale et les mesures contingentes ; Le Rapport porte essentiellement sur certaines mesures contingentes auxquelles les Membres de l'OMC peuvent recourir lors de l'importation et de l'exportation de marchandises.

Il traite des sauvegardes, des mesures antidumping et des droits compensateurs. Le Rapport examine aussi plusieurs autres mécanismes de flexibilité dont disposent les Membres, tels que la renégociation d'engagements tarifaires, les taxes à l'exportation et le relèvement des droits de douane jusqu'au niveau maximal que chacun a négocié – désigné sous le nom de consolidations tarifaires. [www.wto.org](http://www.wto.org)

**OMC, Les règles régionales dans le système commercial mondial :** Cet ouvrage présente des analyses des règles des ACR dans six domaines clés : accès aux marchés, obstacles techniques au commerce, instruments de protection contingents, investissement, services et politique de la concurrence pour des dizaines d'ACR parmi les plus importants. [www.wto.org](http://www.wto.org)

**OMC, Panorama 2009 de l'Aide pour le commerce: entretenir l'élan**

Ce rapport de suivi de l'Aide pour le commerce décrit les succès remportés jusqu'à présent par l'initiative. Il passe en revue les tendances et les faits saillants et propose une analyse exhaustive de l'engagement des donateurs et des pays partenaires. En outre, il aborde la dimension régionale de l'Aide pour le commerce. Enfin, il contient des fiches documentaires qui aident à évaluer les résultats et les incidences de l'Aide pour le commerce. [www.wto.org](http://www.wto.org)